

## **Texte de la commission « Actualité, réformes »**

**Le Conseil syndical national du SNCS(CSN), tenu conjointement avec le congrès d'étude du SNESUP les 3 et 4 avril 2008 à Orsay, réaffirme son opposition totale à la politique gouvernementale (pacte de la recherche, mise en place de l'AERES, réduction des crédits de fonctionnement des organismes et mise en place de l'ANR) et plus particulièrement à la LRU dont il réitère l'exigence d'abrogation. Cette politique est une politique continue de récession des budgets de recherche, et s'inscrit dans une série continue d'attaques convergentes contre le secteur public depuis 2002 et la recherche fondamentale.**

**Le Conseil syndical national du SNCS condamne la politique de dépeçage des EPST via la mise en place des instituts thématiques cloisonnés et s'alarme des menaces pesant sur les SHS au CNRS telles qu'énoncées par Catherine Bréchnignac. En fait, à travers la mise en place du financement par l'ANR, le transfert de l'évaluation à l'AERES, la LRU, le découpage en instituts, le gouvernement remplace l'élaboration d'une politique scientifique à long terme par la mise en place d'une culture de projets visant à soumettre la recherche scientifique aux intérêts de profits immédiats et à court terme. Corollaire de ce système, l'explosion programmée de la précarité, via le remplacement des postes de titulaires par des contrats de courte durée, le fléchage des postes et l'indexation thématique des projets, il veut réduire le tissu de recherche et d'enseignement supérieur à une dizaine de pôles dits d'excellence en condamnant le reste à un statut de 2<sup>ème</sup> zone, voire provoquer leur dépérissement accéléré.**

**Cette politique est parallèle à celle menée dans l'enseignement secondaire et primaire qui, avec par exemple la réduction massive des postes, provoque de nouvelles luttes de lycéens et d'enseignants. Le CSN salue ces combats, dont il se déclare solidaire et soutient le développement.**

**Dans les Universités, le CSN soutient résolument les listes anti LRU (et elles seules). Partout où des élus anti LRU seront présents, ils se situeront dans une optique de contestation voire de blocage chaque fois que possible.**

**Il appelle les personnels à développer une campagne d'explications vis-à-vis du public et s'engage à diffuser massivement ses positions vis-à-vis des collègues soumis au pilonnage idéologique gouvernemental. Cette campagne rappellera les exigences :**

- a) d'un plan pluriannuel de création d'emplois et de résorption de la précarité**
- b) du doublement des crédits de base des EPST et du reversement aux EPST des crédits ANR**
- c) du maintien de la totalité des champs scientifiques des organismes.**

**Par ailleurs, elle s'inscrira dans les luttes pour nos retraites, le maintien du pouvoir d'achat, et l'opposition à la RGPP.**

**Dans ce cadre seront diffusées massivement en direction du public des explications prenant le contre-pied de l'offensive idéologique gouvernementale, en dénonçant notamment ses actes contraires à ses paroles, ses mensonges et contre vérités. Un argumentaire détaillé sera préparé pour être diffusé aux collègues et insistant, entre autre, sur la précarisation croissante des jeunes, la déstabilisation des laboratoires, et la liquidation de thématiques entières.**

**Dans l'immédiat, les premiers temps forts sont la mobilisation massive des personnels du CNRS, avec l'appui des autres EPST, qui doit être préparée pour le conseil scientifique extraordinaire de mi-mai afin de faire savoir notre opposition à la liquidation annoncée des SHS, 1<sup>ère</sup> étape vers la liquidation de secteurs entiers au**

**CNRS et à tout démantèlement de la structure du CNRS par exemple par la mise en place d'instituts cloisonnés, sur le modèle de l'INSERM.**

**Au plan national, les objectifs principaux seront la bataille pour gagner les élections au Comité national et l'initiative FSU du 18 mai. Si le Comité national ou les CSS se voyaient interdits ou empêchés de pratiquer l'évaluation des unités de recherche indispensable à une appréhension globale des conditions de travail des personnels et à la préparation du rapport de conjoncture, le SNCS appellerait toutes les actions tendant à bloquer le fonctionnement de l'AERES, pouvant aller jusqu'au boycott des expertises de l'AERES.**

**Le syndicat pèsera dans la FSU pour l'unification et la convergence des luttes à présent sectorisées et pour une riposte fédérale unifiée. A l'extérieur, il s'emploiera à construire une riposte la plus unitaire et convergente possible et, notamment, avec les jeunes précarisés. Le SNCS appelle à ne pas négliger et à développer partout où cela est possible des ripostes à visée « médiatique » coup de poing, et à cibler au niveau politique national et local les responsables politiques.**

**Il mandate donc le BN et la CA pour mettre en place un programme de construction d'un rapport de forces, le développement des actions visant à cette construction progressive en ne laissant aucun répit à ce gouvernement pour une riposte massive et unitaire contre la casse générale du service public et plus particulièrement pour ce qui nous concerne du système de recherche.**

**Pour : 43**

**contre : 9**